

Un Conseil européen passif face à la pandémie Covid-19 et à des voisins peu commodes

OPINION - Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (S&ED)

A lors que l'Europe n'est pas encore parvenue à juguler la pandémie Covid-19 et s'enfoncé dans la récession économique, la guerre a repris au Haut-Karabakh. Notre position géopolitique se dégrade toujours plus, car les dirigeants de l'Union européenne (UE) ne font pas le poids par rapport aux dirigeants de la Turquie, de la Russie, de la Chine, de la Biélorussie, de l'Iran et des États-Unis d'Amérique.

M. Erdogan, de moins en moins notre allié...

Au pouvoir depuis 2003, M. Erdogan semble vouloir restaurer l'empire ottoman et devenir le calife de l'islam sunnite. Il entretient des relations ambiguës avec M. Poutine. D'un côté, celui-ci lui fournit 50% de son approvisionnement en gaz et des missiles antiaériens S400, malgré les mises en garde de l'OTAN. D'autre part, ils s'opposent, y compris par les armes, en Syrie, en Libye et dans le Caucase du Sud.

Le changement de constitution en 2018 a permis à M. Erdogan de rester au pouvoir jusqu'en 2023, voire jusqu'en 2028. Toutefois, l'élection en 2019 de kémalistes comme maires d'Istanbul, d'Ankara et d'Antalya le fragilise, de même que les piètres performances de l'économie turque depuis 2015. La livre turque a perdu 17% de sa valeur par rapport au dollar. L'inflation s'élevait à 10,5% en 2019. La récession pourrait être de 5% en 2020 et le chômage de 17,2% de la population active. Depuis le début de 2020, les étrangers ont désinvesti plus de 7,3 milliards €. La pandémie Covid-19 décourage le tourisme, qui représentait 3,7% du PIB en 2017.

En perte de popularité, M. Erdogan appuie son régime sur les forces de sécurité et sur l'armée. Celle-ci disposait en 2018 d'un budget de 17 milliards € soit 2,5% du PIB, en augmentation de 65% depuis 2009. Elle stationne 30.000 soldats à Chypre. Elle maintient 11 bases dans le nord de l'Irak et de la Syrie. En Libye, elle soutient M. Sarraj, chef du gouvernement de Tripoli, avec des troupes et des conseillers turcs, mais aussi avec des supplétifs syriens, qui ont permis début juin 2020 de reprendre le contrôle du nord-ouest de la Libye aux forces du maréchal Haftar. Celui-ci est soutenu par le Caire, Riyad et Abou Dhabi ; il contrôle les champs pétroliers et gaziers en Cyrénaïque.

M. Erdogan se montre agressif, particulièrement depuis la tentative du coup d'État du 15 juillet 2016, tant vis-à-vis de l'UE, à laquelle il n'a pu faire adhérer son pays, que de la Grèce, de la France, de l'Italie et de la Bulgarie, des États membres de l'OTAN.⁽¹⁾ Il n'hésite pas à ordonner à la marine et l'aviation turques de se heurter, parfois réellement, aux navires ou aux avions grecs ou français. Il empêche toutes les tentatives de réconcilier les deux républiques chypriotes. Face aux menaces turques, le Congrès américain a levé le 17 décembre 2019 l'embargo sur les armes à destination de la république de Chypre.

L'UE est bien plus timorée que les Américains, malgré l'aggravation des tensions. Le Conseil européen du 1^{er} et du 2 octobre s'est borné à demander au Haut Représentant, M. Borrell, de faire des propositions. Le Conseil a appelé la Turquie à s'abstenir de violer le droit international, comme forer dans les eaux grecques et cypristes ou livrer des armes à la Libye. Il a rappelé ses conclusions d'octobre 2019, selon lesquelles l'UE utilisera tous les instruments disponibles, dont ceux prévus à l'article 29 du traité sur l'UE et à l'article 215 du traité sur le fonctionnement de l'UE, pour défendre ses intérêts et ceux de ses États membres. Toutefois, le Conseil n'a pas précisé quand il mettra ces instruments en œuvre, car il est, une nouvelle fois, divisé. Face à M. Erdogan, M^{me} Merkel est pour la négociation et M. Macron pour la fermeté.

La France s'est donc livrée à quelques manifestations de force plutôt symboliques. Ensuite, c'est le point de vue de la Chancelière qui a prévalu. Après le Conseil européen et une visioconférence entre eux, M. Erdogan, M^{me} Merkel et M. Michel ont déclaré que la Grèce et la Turquie vont bientôt reprendre, à Istanbul, des pourparlers sur leurs contentieux. Le ministre grec des Affaires étrangères l'a confirmé peu après. Menés depuis 2002, ces pourparlers ont été interrompus par M. Erdogan après la tentative manquée de coup d'État de 2016. Il revendique un partage des richesses sous-marines de la Méditerranée orientale, y compris avec la république turque de Chypre Nord, et notamment des gisements de gaz au large de cette île, de l'Égypte et d'Israël. Cela implique de redéfinir le périmètre des eaux territoriales des îles Égées, les espaces aériens et la délimitation des zones économiques exclusives. M. Erdogan veut aussi renégocier avec l'UE l'accord

sur les migrants et l'union douanière, ainsi que la libéralisation des visas. L'UE risque fort de céder une nouvelle fois face à M. Erdogan, alors que des menaces de sanctions économiques pourraient non seulement protéger nos intérêts gaziers, mais aussi soulager tant les victimes des crimes de guerre commis par les Turcs dans le nord de la Syrie, en Libye et dans le Haut-Karabakh, que celles de la répression politique en Turquie.

L'attaque azérie contre le Haut-Karabakh, soutenue par la Turquie

Le cessez-le-feu intervenu le 10 octobre après treize jours de combats qui ont fait plus de 400 morts, au nord et au sud-est du Haut-Karabakh, a permis d'échanger des prisonniers de guerre, d'autres personnes et les corps des tués, en accord avec les critères du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a précisé M. Lavrov, le ministre russe des Affaires

étrangères. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) doit servir de médiatrice avec le soutien du Groupe de Minsk, coprésidé par la Russie, les États-Unis et la France, formé depuis 1992 pour mettre fin au conflit. Ce groupe a mis fin en 1994 à plus de cinq ans de guerre au Haut-Karabakh, qui avaient fait 30.000 morts, mais il n'a pas trouvé de solution politique pérenne pour cette région, azerbaïdjanaise en droit mais habitée depuis toujours, majoritairement, par des Arméniens et, depuis la fin des hostilités précédentes, contrôlée économiquement et militairement par l'Arménie et devenue ethniquement homogène, comme l'Azerbaïdjan.⁽²⁾

Le Conseil européen des 1^{er} et 2 octobre a appelé à une cessation immédiate des hostilités au Haut-Karabakh et condamné «les ingérences extérieures». Il aurait pu les préciser : les services de renseignement français et russes ont identifié 300 djihadistes qui ont quitté la région d'Alep en Syrie pour rejoindre Bakou en Azerbaïdjan en passant par Gaziantep en Turquie ; six avions de combat F-16 et un avion de transport turcs sont stationnés sur la base de Ganja en Azerbaïdjan, à 50 km du Haut-Karabakh. Selon l'Arménie, un de ces F-16 turcs aurait abattu un de ses bombardiers Sukhoï-25 le 29 septembre.⁽³⁾ Des drones turcs effectueraient des bombardements au Haut-Karabakh. Stepanakert - la capitale du Haut-Karabakh, qui abrite environ 550.000 personnes - a été frappée à maintes reprises par des roquettes et des drones au cours des deux dernières semaines. L'Arménie, ce pays de trois millions d'habitants, a toujours bénéficié du soutien de la Russie, ce qui lui a longtemps donné la supériorité sur l'Azerbaïdjan, mais son matériel militaire est devenu obsolète, la population de l'Azerbaïdjan est passée à 10 millions d'habitants et sa manne pétrolière a permis aux Azéris d'acheter des armes de pointe à Israël et à la Turquie.

La Biélorussie

Le Conseil européen du 1^{er} et du 2 octobre a condamné la violence en Biélorussie ; il a invité le Conseil à adopter des mesures restrictives. 40 Biélorusses tenus pour responsables des violences envers les manifestants ou de fraude lors des élections voient leurs avoirs gelés et sont privés de visas, mais le président Loukachenko ne figure pas sur la liste.

La Russie

Pour apprécier correctement le point de vue russe sur l'Occident, il faut se souvenir que la Russie n'a pas seulement été conquise par des envahisseurs asiatiques. Elle a aussi été envahie par les Polonais en 1605, les Suédois en 1708, les Français en 1812, les Anglais, en Crimée, en 1853-1856, les Allemands en 1914-1917 et de 1941 à 1944. Cela explique pourquoi, lors de la cérémonie des 75 ans de la fin de la Grande Guerre patriotique, le 9 mai 2020, M. Poutine a rappelé l'origine des forces morales des combattants de l'Union soviétique : «Ils défendaient leur foyer, leurs enfants, leurs proches, leur famille. Ils étaient unis par l'amour du pays, de la Patrie.» Il a dit sa conviction que «c'est un trait de caractère des peuples de Russie : remplir son devoir sans se ménager si les circonstances l'exigent. L'abnégation, le patriotisme, l'amour du foyer, de la famille et de la Patrie, ces valeurs restent aujourd'hui encore fondamentales et décisives pour la société russe. En gros, ce sont elles qui assurent dans une grande mesure la souveraineté de notre pays.»⁽⁴⁾ Ces valeurs sont importantes, car sans elles, les capacités militaires sont partout inopérantes.

Celles de la Russie lui servent à dissuader tout agresseur potentiel, mais aussi à exercer une influence réelle dans le monde, en particulier dans sa zone d'influence. Fin septembre, l'armée russe a conduit un grand exercice militaire dans le Caucase, en mer Noire et en mer Caspienne. 12.900 soldats de l'Iran, de la Biélorussie, de l'Arménie, de la Chine, du Myanmar, du Pakistan et de l'Azerbaïdjan ont participé aux

manœuvres. La Russie a déployé 250 chars, 200 pièces d'artillerie et plusieurs navires. En comptant le personnel technique, logistique et de sauvetage, 80.000 personnes ont été mobilisées.⁽⁵⁾ Il faut bien constater que la participation à ces manœuvres n'a pas pu maintenir le cessez-le-feu entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

La Chine

L'UE a rappelé au président Xi Jinping, le 14 septembre, la nécessité de rééquilibrer les relations économiques et d'obtenir, d'ici la fin 2020, un accord sur les investissements entre l'UE et la Chine, qui remédie aux asymétries actuelles en matière d'accès au marché, qui contribue à des règles du jeu équitables et qui établit des engagements significatifs dans le domaine du développement durable. L'UE invite en outre la Chine à honorer les engagements pris précédemment en vue de s'attaquer aux obstacles entravant l'accès au marché, à réaliser des progrès en ce qui concerne la surcapacité et à prendre part aux négociations sur les subventions industrielles dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). De plus, le Conseil européen du 1^{er} et du 2 octobre a encouragé la Chine à mener une action plus ambitieuse pour le climat et en faveur de la biodiversité, il a exprimé la profonde préoccupation que lui inspire la situation des droits de l'homme en Chine, notamment les développements à Hong Kong et le traitement des personnes appartenant à des minorités. Constatons que le Conseil passe sous silence tant le comportement agressif de la Chine vis-à-vis des États qui lui sont voisins que sa responsabilité dans la pandémie de Covid-19.

Le Sahel

Des islamistes algériens se sont installés au début des années 2000 dans le nord du Mali sous le nom d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Ils ont été renforcés par l'afflux des mercenaires de Kadhafi après la malheureuse intervention occidentale en Libye en 2011, puis par les survivants de Daech, venus de Syrie et d'Irak en 2019. Le nombre total des terroristes islamistes est estimé par l'ONU à 3.000 dans la zone du G5 Sahel, soit la Mauritanie, le Niger, le Mali, le Burkina Faso et le Tchad. Ces pays comptent 80 millions d'habitants, dispersés sur environ 5 millions de km², soit la moitié de l'Europe, dont 4 millions de personnes déplacées, qui forment une réserve de recrutement inépuisable pour les terroristes. Cela leur a permis de mener près d'un millier d'attaques, qui ont notamment entraîné la fermeture de 2.000 écoles, ce qui empêche les enfants de se développer intellectuellement et économiquement et les rend perméables à la propagande djihadiste. La question qui se pose avec de plus en plus d'acuité est de savoir combien de temps la France va pouvoir supporter quasi seule le coût financier et humain de la lutte antiterroriste au Sahel.

Les États-Unis d'Amérique

Depuis 2016, les États-Unis d'Amérique se sont repliés sur eux-mêmes. M. Trump suit une des tendances de la politique internationale américaine, ce qui tranche avec l'interventionnisme qui prévalait depuis 1941. Le bilan désastreux des interventions en Irak et en Syrie, deux décennies de combats très coûteux humainement et financièrement en Afghanistan, qui n'ont pu venir à bout des talibans, ont découragé

les Américains d'encore être les gendarmes du monde. Ce vide du pouvoir a permis la position de plus en plus affirmée de la Turquie sur la scène mondiale.⁽⁶⁾ Lors de la reprise des hostilités au Haut-Karabagh, cette passivité s'est une nouvelle fois manifestée : ce n'est que cinq jours après le début des combats qu'une déclaration a été publiée pour les condamner par le Groupe de Minsk.⁽⁷⁾

Un Conseil européen décevant pour notre sécurité et notre défense

Dans ce contexte géopolitique tendu, le Conseil européen des 1^{er} et 2 octobre s'est montré particulièrement décevant et incohérent. Il dit vouloir parvenir à notre autonomie stratégique, mais il délaisse la sécurité et la défense. Il a réduit le Fonds européen de défense de 13 à 8 milliards € pour la période 2021-2027, montant qui revient à une aumône de 2,8 € par Européen et par an. Le Conseil a aussi souligné la nécessité de mettre en œuvre et de faire respecter les règles du marché unique, alors que la Commission constate que dans le seul secteur de la défense et de la sécurité, les directives de 2009 ne sont encore que très partiellement mises en œuvre.

En conclusion, un peu d'espoir ?

«L'offensive turque et sa riposte franco-grecque ont peut-être suscité un début de prise de conscience de la nécessité de doter enfin l'Europe d'une armée. (...) Reste à convaincre les Européens que, justement, en matière de défense, l'Europe pourrait bien représenter un levier de puissance : non pas la dilution, mais la condition de la souveraineté des nations qui la composent.»⁽⁸⁾

1) Dans ces circonstances, certains estiment justifié de délocaliser les installations et les états-majors de l'OTAN établis en Turquie, puisqu'elle partage de moins en moins les idéaux démocratiques des membres de l'Alliance atlantique. Voir Général (2s) François Chauvancy, «La Turquie, une nouvelle menace militaire pour l'Union européenne ?» in *Association de soutien à l'Armée française*, <https://www.asafrance.fr/archives/resultats-de-recherche-archives/item/la-turquie-une-nouvelle-menace-militaire-pour-l-union-europeenne.html>, 20 juillet 2020.

2) Nicolas Ruisseau, «La Russie obtient un cessez-le-feu au Haut-Karabakh» in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/10/10/la-russie-obtient-un-cessez-le-feu-au-haut-karabakh_6055526_3210.html, 10 octobre 2020.

3) Voir Joseph Trevithick, «Satellite Images Confirm Turkish F-16 Fighters Secretly Deployed To Azerbaijan» in *The Drive, The War Zone*, <https://www.thedrive.com/the-war-zone/36955/satellite-images-confirm-turkish-f-16-fighters-secretly-deployed-to-azerbaijan>, 7 octobre 2020.

4) Vladimir Putin, «The Real Lessons of the 75th Anniversary of World War II» in *National Interest*, <https://nationalinterest.org/feature/vladimir-putin-real-lessons-75th-anniversary-world-war-ii-162982>, 18 June 2020, traduit par *Sputnik France*, «75 ans depuis la Grande Victoire: Responsabilité commune devant l'histoire et l'avenir», <https://france.mid.ru/fr/presse/19452020/>, 9 juin 2020.

5) Belga, «Rusland kondigt grote militaire oefening in Kaukasus aan» in *De Standaard*, https://www.standaard.be/cnt/dmf20200911_95166361, 11 septembre 2020.

6) Bethan McKernan, «Fresh Azerbaijani shelling shatters peace after fragile ceasefire agreed» in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2020/oct/10/fresh-azerbaijani-shelling-shatters-peace-after-fragile-ceasefire-agreed>, 10 October 2020.

7) Michael Safi and Julian Borger, «US silence on Armenia-Azerbaijan conflict reflects international disengagement» in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2020/oct/04/us-armenia-azerbaijan-nagorno-karabakh>, 4 October 2020.

8) Sara Daniel, «Erdogan et l'Europe» in *Le Nouvel Observateur*, 24 septembre 2020, p. 10.

Z/Yen - Global Financial Centers Index 28

La place financière de Luxembourg classée numéro 1 dans l'UE

Le bureau de consultation Z/Yen, en collaboration avec le China Development Institute, a publié en septembre la 28^e édition de son indice de compétitivité des centres financiers à travers le monde, le "Global Financial Centres Index" (GFCI). Cet indice composite qui analyse une centaine de centres financiers a été lancé en 2007.

Dans un monde de plus en plus globalisé et interdépendant à travers les technologies de l'information et de la communication, les centres financiers font face à une concurrence plus intense que d'autres secteurs. En effet, les services financiers se retrouvent au cœur de l'économie mondiale, agissant comme facilitateurs du commerce international et des investissements à l'étranger. Le GFCI se base sur deux types de sources pour évaluer la compétitivité des centres financiers. L'étude a d'une part recours à 138 déterminants quantitatifs et d'autre part à un baromètre d'appréciation réalisé à partir d'enquêtes en ligne auprès des professionnels du secteur.

Dans cette édition GFCI 28, New York (score de 770/1000), Londres (766) et Shanghai (748) occupent les trois premiers rangs. Le Luxembourg (719) se situe au 12^e rang dans le classement mondial. Cette per-

formance permet au Luxembourg de se classer 3^e dans le classement régional de l'Europe de l'Ouest derrière Londres et Zurich.

Parmi les États membres de l'UE, la place financière luxembourgeoise est donc la mieux classée du GFCI 28. Par rapport à l'édition précédente du GFCI, datant de mars 2020, le Luxembourg a amélioré son score de quatre points et a gagné six positions dans le classement mondial. Au niveau des catégories, le Luxembourg est notamment reconnu pour son expertise financière. En effet, le Luxembourg se retrouve parmi les territoires les plus performants dans la catégorie «Human Capital» où il se classe 4^e au niveau mondial, derrière New York, Londres et Hong Kong.

Finalement, les auteurs du rapport GFCI ont établi des sous-indices pour différentes activités du secteur financier et le Luxembourg apparaît régulièrement parmi les meilleurs. Le Luxembourg se classe 11^e pour le «Banking», 6^e pour le «Investment Management», 4^e dans le domaine «Insurance», 3^e pour les «Professional Services», 7^e dans le sous-indice «Government & Regulatory», 11^e pour le volet «FinTech» et 7^e dans le «Trading».